



HAL
open science

Penser le rôle des intellectuel×le×s dans les processus d'émancipation

Ariela Epstein, Alfonsina Faya Robles, Américo Mariani

► **To cite this version:**

Ariela Epstein, Alfonsina Faya Robles, Américo Mariani. Penser le rôle des intellectuel×le×s dans les processus d'émancipation. Édition l'ortie, 2018, 978-2-9565904-0-8. hal-04620883

HAL Id: hal-04620883

<https://hal.science/hal-04620883v1>

Submitted on 22 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

**PENSER LE RÔLE
DES
INTELLECTUEL-LE-S
DANS LES PROCESSUS
D'EMANCIPATION**



Penser le rôle des
intellectuel.les
dans les processus
d'émancipation

Éditions l'ortie
septembre 2018

Groupe de Travail Sciences Sociales et Emancipations

*Il n'y a pas lieu de craindre ou d'espérer
mais de trouver de nouvelles armes*

G. Deleuze

Depuis février 2015, ce groupe de travail prend la forme de discussions concernant le rôle des sciences sociales dans les logiques d'émancipation/libération, en les liant de manière pratique avec la question de l'enseignement, celle de la recherche et de ses méthodologies, celles de la restitution de nos résultats, de nos investissements dans le monde qui nous entoure. Nous travaillons sur diverses approches théoriques issues des sciences sociales autour de cette problématique large, que nous résumons par cette tension entre critique sociale et émancipation, mais qui pourrait se dédoubler dans d'autres termes : aliénation/libération, tutelle/autonomie, résignation/insurrection, etc. Ce groupe se veut transdisciplinaire et il a réuni jusqu'ici des personnes issues de l'histoire, de la sociologie, de l'anthropologie, des sciences de l'éducation, des études artistiques et théâtrales, de la philosophie, de la géographie et des personnes n'appartenant pas au monde universitaire. Plus concrètement, il s'agit d'une série de rencontres, pouvant prendre la forme de lectures collectives (suivant la méthodologie de l'arpentage), de discussions ou d'autres modes d'échanges issues de l'éducation populaire.

Blog sur la plateforme open edition : sse.hypothese.org

Mail : ciencia.mate.emancipacion@gmail.com

Introduction

Ce compte rendu d'un voyage à Montevideo en 2017 pourrait constituer une sorte de bilan d'étape du parcours collectif de notre groupe de travail. Ce qui devait être une simple restitution à ceux et celles qui nous ont aidé, celles et ceux avec qui nous avons échangé là-bas, de l'autre côté du globe, s'est mué en un moment réflexif nous permettant de boucler une séquence de notre travail. Celui-ci avait commencé, en 2015, par un refus, le refus de suivre notre premier élan: sortir de l'université pour apporter au monde nos « indispensables compétences » de chercheur.es. Nous avons préféré réfléchir à notre travail et à nos positions. Rencontres, lectures collectives de Rancière, Fanon, Freire, nous avançons à tâtons, expérimentant des modalités de rencontres empruntées à l'éducation populaire, propres à défaire les habitus universitaires. Nous avons alors précisé quelque peu nos buts, dans une seconde étape, organisant notre travail (de 2016-2017) autour de trois temps (voir l'affiche en fin d'introduction) :

Se situer et prendre position, prendre acte d'une réalité : nous sommes vivant.e.s et par là intrinsèquement des corps situés et situés socialement. Nous sommes sur terre, il n'y a pas d'issues... et nous prenons part à des institutions que nous ne voulons pas quitter. Notre postulat épistémologique et politique a été de partir de ce qui nous meut et nous émeut dans notre travail, car **s'émouvoir** est le premier pas pour **se mouvoir**, se mettre en marche et chercher de nouveaux outils pour une praxis émancipatrice. Il a été question d'interroger notre propre réalité quotidienne, prosaïque, notre travail de recherche et d'enseignement, de transmission et d'intervention. Comment, à partir de là, poser la question des émancipations comme une pratique concrète, différente à la fois de la fuite hors de l'institution et/ou de la posture du « bon rebelle ». Cela nous a mené à l'inévitable question de devoir **faire avec la conflictualité** inhérente à tout processus d'émancipation.

C'est cette réflexion que nous avons transposée dans des ateliers et une « table ronde » en Uruguay en décembre 2017. Un voyage collectif qui prend tout son sens du fait que nous sommes tou.tes les trois, par nos histoires de vie, d'exils, d'études et de recherches liées de près à la région du Río de la Plata. Et quand l'une d'entre nous a « vu passer » l'appel pour le XXXI congrès de l'Association Latino-Américaine de Sociologie, à Montevideo, ce fut pour nous une évidence : les questions que nous traitions ensemble avaient toute leur place dans les inquiétudes du congrès. Et nous nous sommes lancés dans la proposition d'une table ronde et la phase, fastidieuse mais nécessaire, de recherche de financements. Précaires mais débrouillard.es, après avoir essuyé quelques refus et un vrai soutien de l'association ATRIA (Association Toulousaine de Recherche Interdisciplinaire sur les Amériques), et au prix de quelques bricolages, nous sommes parvenu à réunir de quoi assurer notre aventure transatlantique. Une semaine, deux ateliers, une table ronde que nous décrivons et dont nous tirons des conclusions dans ces quelques pages. Le contenu est hybride, nous avons écrit à différents moments, dans différents registres —mélangeant récit de voyage, texte didactique, restitutions de dialogues, etc. —parfois en espagnol, parfois en français, parfois dans les deux langues. La traduction nous aidant aussi à repenser nos textes.

Les quatre textes donnent lieu à trois parties qui peuvent se lire indépendamment et dans l'ordre que l'on souhaite.

Le premier texte, « De l'utilité du travail intellectuel », a été écrit en français à la fin de l'année 2016, avant toute une série de rencontres. C'est le texte le moins collectif, le plus théorique, il peut être lu avant ou après, de manière indépendante.

Ensuite les deuxième et troisième texte, « Carnet de voyage » et « La synthèse du Chivito », constituent le cœur de l'ouvrage, rédigés à six mains à partir d'innombrables apports sans lesquels nous n'aurions tout simplement pas pu les écrire. Nous avons rédigé le « Carnet » dans les deux langues mais principalement en français tandis que « la synthèse du Chivito » a été entièrement rédigée en espagnol. Il faut dire que cet aller-retour entre les langues n'a pas été un choix délibéré mais le résultat d'une dynamique d'écriture que nous expérimentions à mesure. Certainement, nous pourrions encore travailler ce processus mais nous avons fait le choix de publier rapidement pour partager, pour remettre en circulation les idées, plus qu'en ciseler l'expression.

Enfin, le dernier texte est la communication prononcée par Laura Bianciotto lors de la table ronde réalisée à Montevideo. Il permet de donner une ouverture sur d'autres processus, sous d'autres latitudes. Il permet de faire le lien, nous semble-t-il, avec d'autres réalités pas tellement éloignées et qui mériteraient d'apprendre les unes des autres. Il convient de faire une dernière précision sur l'envie pour nous de réaliser cet ouvrage plutôt que de simplement publier sur notre blog, par exemple, ou d'envoyer un texte sur des boîtes mails. D'abord, c'est l'envie de « réaliser », de rendre tangible et palpable un travail long, plein de tours et de détours, souvent volé des temps contraints et restreints. L'envie de prendre du large, de faire ensemble un objet qui circulerait de la main à la main. Se frotter à l'exercice de l'édition, mettre en route des savoirs-faires différents. Nous n'avons pas de prétentions particulières sur ces textes. Peut-être cet objet nous permettra-t-il des rencontres, donnera de la densité à des complicités, donnera envie de faire des alliances... Ce serait une belle utilité. Ou pas et il alimentera alors le flot des publications universitaires que personne ne lit. Nous aurions de toutes façons la satisfaction d'avoir mené à bout une expérience et de l'avoir fait ensemble.

Enfin, il nous reste à remercier toutes celles et ceux sans qui rien de tout cela n'aurait été possible, nos ami.es et camarades de l'association ATRIA ; Fernando Lema de la Fundación Polo Mercosur pour son accueil chaleureux et bienveillant; les habitant.es de la Casa de filosofía pour leur accueil, leur complicité, leur disponibilité ; Modesta Suárez pour les corrections sans mauvais traitement et le soutien de toujours. Enfin et surtout, toutes les personnes ayant participées aux activités, séminaires et ateliers du groupe, en France et en Uruguay, et celles et ceux qui sont parties à travers le monde ; ce sont leurs pensées, leurs paroles, leurs présences qui habitent les profondeurs intimes de ces pages.

SCIENCES SOCIALES & ÉMANCIPATIONS

Il n'y a pas lieu de craindre ou d'espérer mais de trouver de nouvelles armes

C. Deteuze

SÉMINAIRE
2016
2017

ÉMANCIPATIONS ET TRAVAIL INTELECTUEL

vendredi 2 décembre

Salle GS 134 (Olympe de Gouges)

13h30-17h

SE SITUER / PRENDRE POSITION

vendredi 16 décembre

Salle F423 (nvile MDR)

13h30-17h

Vendredi 20 janvier

Salle E323 (nvile MDR)

13h30-17h

S'ÉMOUVOIR / SE MOUVOIR

vendredi 10 février

Salle E323 (nvile MDR)

13h30-17h

Vendredi 17 mars

Salle F423 (nvile MDR)

13h30-17h

FAIRE AVEC LE CONFLIT

vendredi 21 avril

Salle E323 (nvile MDR)

13h30-17h

cienciamateemancipacion@gmail.com Université Toulouse 2 Campus du Mirail

<http://sse.hypotheses.org> M° Mirail université

Illustration page précédente:
affiche des séminaires 2016-2017, photo:
toilette de l'université du Mirail 2016.

De l'utilité du travail intellectuel

L'enfer des vivants n'est pas chose à venir ; s'il y en a un, c'est celui qui est déjà là, l'enfer que nous habitons tous les jours, que nous formons d'être ensemble. Il y a deux façons de ne pas souffrir. La première réussit aisément à la plupart : accepter l'enfer, en devenir une part au point de ne plus le voir. La seconde est risquée et elle demande une attention, un apprentissage, continuel : chercher et savoir reconnaître qui et quoi au milieu de l'enfer, n'est pas l'enfer, et le faire durer et lui faire de la place.¹

La question de l'utilité du travail intellectuel est minée, principalement parce qu'elle est la marque de la recherche de fins utiles, qui est le propre d'un monde tourné vers la performance et l'accroissement du profit. Ainsi, cette réflexion sur l'utilité est-elle souvent présentée de manière polarisée entre, d'un côté, une réflexion mesurant l'adéquation du travail intellectuel à l'économie marchande et, de l'autre, ce travail considéré comme activité gratuite nécessaire justement par son inutilité immédiate. Enfin, certains.es diront que c'est l'absence de but, la visée pure de connaissance fondamentale, qui justement peut déboucher sur des bénéfiques, même si cela n'est pas mesurable. Ainsi dire « à quoi ça sert tout ça ? » peut rapidement être assimilé à une attaque en règle contre la liberté et l'indépendance de la recherche.

¹ Italo Calvino, *Les Villes Imvisibles*.

Nous proposons ici de quitter ces repères et de dessiner un autre espace de réflexion autour de la question de l'utilité. Comment les connaissances et les savoirs peuvent-ils être utiles à des processus d'émancipation ? Et, question complémentaire, comment les personnes qui travaillent à produire ces connaissances et à mettre en ordre ces savoirs peuvent-elles prendre part à des luttes d'émancipation ?

Il se pourrait que réintroduire dans nos réflexions la question utilitariste de nos productions et de nos activités puisse nous amener à penser à la fois les modalités d'une intervention dans les luttes d'émancipation et une émancipation de la fonction de « fonctionnaire des superstructures » pour reprendre l'expression de A. Gramsci. Cette réflexion, située, est tout autant une question pratique touchant à nos conditions de travail, qu'une question épistémologique touchant aux formes et aux contenus des savoirs et des connaissances que nous produisons. Il nous semble également important d'appréhender, dans ces deux dimensions, la question de la transmission, entendue à la fois comme enseignement et comme restitution.

Définitions

Lors d'un atelier², nous avons demandé aux personnes présentes de nous dire ce que leur évoquait le terme « intellectuel ». Nous avons récolté ces mots : élitiste ; incompréhensible ; vieux barbus ; velléitaire ; absurde ; bourgeois ; réflexion ; orgueil ; une tête sans corps ; rat de bibliothèque ; tour d'ivoire ; névrose ; discipline ; méthode ; obsessionnel... La connotation négative est patente. Pour Wikipédia : « Un intellectuel est une personne dont l'activité repose sur l'exercice de l'esprit, qui s'engage dans la sphère publique pour faire part de ses analyses, de ses points de vue sur les sujets les plus variés ou pour défendre des valeurs, qui n'assume généralement pas de responsabilité directe dans les affaires pratiques, et qui dispose d'une forme d'autorité. » Pour le *Larousse*, c'est une activité et non une fonction. Pour le CNRTL³ : « Qui a, pour les activités de l'esprit, en particulier pour la théorie et la spéculation, un goût affirmé ou même

2 Un atelier intitulé « qu'est-ce que nous allons bien pouvoir faire des intellectuel.les ? ». Organisé dans le cadre du festival « Le vent se lève » à Toulouse, au printemps 2016. Il avait réuni universitaires et non universitaires autour de ce questionnement.

3 Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales : <http://www.cnrtl.fr/>

exclusif, au point de rester étranger aux problèmes pratiques. » Nous avons donc, pour définir l'intellectuel.le, à la fois une pratique, celle de l'esprit, et une distinction d'avec la pratique justement. On retrouve ces dimensions dans les dénominations récoltées au cours de l'atelier, la « tête sans corps » qui symbolise la séparation radicale avec la pratique, la « tour d'ivoire », la séparation avec l'action et avec le monde concret, problématique et matériel qui nous entoure...

À partir de ces définitions et représentations, il semble que nous ne pouvons aller nulle part. D'abord parce que la distinction entre activité intellectuelle et activité pratique opère un double déni : celui de la matérialité concrète de la pratique intellectuelle qui implique une série d'opérations pratiques —de la langue à l'écriture, en passant par l'observation et la lecture— ; celui de l'intellectualité inhérente à toutes les pratiques dites manuelles qui impliquent, en plus de la mobilisation du corps, une série d'opérations cognitives et réflexives. Ensuite, parce que ces définitions ne disent rien d'un rapport social, sauf peut-être Wikipedia qui précise que l'intellectuel.le « dispose d'une forme d'autorité ». Globalement ces définitions ne disent rien des conditions concrètes de cette séparation entre intellectuel.les et « pratique » ainsi que sur ce qui détermine la production des travailleurs intellectuel.les. Nous nous proposons ici de questionner le travail intellectuel à la fois dans ses conditions de réalisation matérielle et dans la nature, le contenu, de sa production.

Production du travail intellectuel

Il serait difficile de faire une critique du travail intellectuel sans évoquer, un tant soit peu, le contenu de ses productions. Cette tâche est rendue difficile si l'on adopte une définition large qui engloberait tout à la fois une production symbolique, de mise en forme et de diffusion de visions du monde. Ce peut être le fait d'artistes ou de publicitaires (et les métiers dérivés), l'encadrement social ou le corps enseignant. Nous verrons plus loin l'intérêt de ne pas réduire ce que l'on entend par « intellectuel.les » à des figures prenant position sur des questions de société. Pour pouvoir aiguïser la critique sur la question du contenu nous allons réduire la focale sur l'activité de production de savoirs propre aux travaux de recherche universitaire —la dimension scientifique. Nous faisons cette réduction parce qu'il nous semble que cette forme à une certaine centralité pour la question qui nous occupe.

Une production intellectuelle peut être qualifiée de « scientifique » parce qu'universitaire même si, au sein de l'institution, des controverses, querelles et polémiques nient cette qualification à un certain nombre de travaux. Pour le « reste du monde », cette équivalence fonctionne et confère à ce qui est produit à l'université et à ses travailleurs/euses une aura et une autorité indiscutable (bien que discutée). Pour ceux et celles qui la font, cette production doit répondre à des critères où les questions d'objectivités, de régimes de la preuve, de données et de démonstrations sont centrales. C'est-à-dire que la qualification de « scientifique » implique une série de conformation à des pratiques, des méthodes, des postulats. Il faut aussi souligner que les relations qui s'entretiennent au sein des instances de validations : revues, conseils divers, laboratoires, réseaux, etc., jouent un rôle non négligeable dans la légitimité des travaux, et *in fine* dans leur diffusion. Ainsi les modalités de production et de validation du savoir universitaire servent de normes de référence, d'instances suprêmes de légitimation⁴.

La production intellectuelle, au sens large, a donc un rôle important dans la définition de notre réalité, non pas de « tout ce qui nous arrive » mais des modalités de compréhension légitimes, les régimes de visibilité, ce qui est audible ou ne l'est pas, ce qui est « normal » ou ne l'est pas, etc.

La réalité est robuste ou se tient, premièrement quand les instruments de totalisation et de représentation de ce qui est, ou au moins de ce qui est donné comme pertinent pour le collectif, paraissent capables de recouvrir complètement le champ événementiel actuel et même virtuel. Et, deuxièmement, quand ils parviennent à donner des descriptions de ce qui arrive et, peut-être surtout, de ce qui pourrait advenir, sous la forme d'un réseau de causalités reliant des entités et des forces, elles-mêmes identifiées et stabilisées au moyen d'instruments de catégorisation compatibles avec des opérations de dénombrement. [...] La réalité est robuste ou se tient, quand aucun événement ne surgit dans l'espace public avec un relief suffisant pour remettre en cause l'harmonie préétablie entre la réalité et la mise en spectacle de la réalité, soit qu'un tel événement n'ait pas lieu d'être, soit qu'il demeure invisible. (Boltanski, 2009, p. 61-62)

4 Pourtant les universitaires se trouvent souvent démunis devant les succès d'estime largement supérieurs des dits « intellectuel.les médiatiques » et autres « leaders d'opinion » qui empruntent les oripeaux de la production universitaire sans appartenir au sérail. Le cas d'Alain Bauer est ici paradigmatique. C'est par réseau d'influence politique et médiatique qu'il assoit une légitimité d'expert ès sécurité qui par la suite cherchera à se renforcer par une validation universitaire. Voir le livre de Mathieu Rigouste, *Les Marchands de peur* (2011).

Maintenir l'ordre ou le défaire

Rendre visible ou invisible, permettre la compréhension des faits, favoriser leur intelligibilité pour aider à l'action. Voilà ce qui est souvent attendu du travail intellectuel, que ce soit pour maintenir l'ordre ou pour le défaire. Et se loge là une croyance tenace sur les vertus de la science qui ne serait, en l'essence, ni bonne ni mauvaise mais donnerait lieu à des usages divers aux conséquences particulières. Pourtant, il y a lieu de combattre le monopole du savoir des intellectuel.les sur la réalité et notamment le rôle que leur confère cette appropriation dans les processus d'émancipation. Nous emprunterons à Christine Delphy l'analyse suivante qui conteste à la science sa supériorité dans la définition de la réalité :

Il n'y a pas de Science qui puisse nous dire que nous sommes opprimées : l'oppression qui est la conscience devenue objective parce que partagée d'être injustement traitées, n'a pas plus de base scientifique que les notions de justice et d'équité. Ceci nous devons-nous le rappeler à tout moment : non seulement nos analyses ne peuvent se substituer à la révolte, mais nous devons garder présent à l'esprit que bien au contraire ces analyses procèdent elles-mêmes de la révolte et ne peuvent procéder que d'elle. (1981, p. 70)

Il ne s'agit pas pour autant d'abandonner les nécessaires discussions sur les conditions de production du savoir (l'épistémologie) ni de se dédouaner de l'exigence de rigueur et encore moins de basculer par-dessus bord les savoirs universitaires. Au contraire, l'idée est de se ressaisir de la question de l'utilité pour interroger la relation que l'on peut saisir entre cette production et des processus d'émancipation, en faisant le focus sur les alliances qui peuvent se tisser dans cette production. Et ce en considérant qu'il n'y a pas d'évidence d'utilité des savoirs, mais des réflexions à mener sur les moyens et les modalités de conduire la recherche et de la restituer. Pour cela il convient de passer par la réalité du travail intellectuel qui n'est pas une œuvre désincarnée, coupée de la réalité du moment, bien au contraire.

L'objectivité est une « intersubjectivité », un accord entre des « subjectivités » à un moment donné, dans des conditions données. Il faut donc que les conditions de l'acceptation d'un fait social comme fait significatif pour la science (la sociologie) soient remplies pour que ce fait soit reconnu comme fait scientifique. (Devreux, 2011)

La classe intellectuelle

Les critiques virulentes de l'activité des universitaires ne datent pas d'hier et elles sont même sans doute une constante de l'activité intellectuelle. Nous en relevons une qui concerne plus spécifiquement la sociologie, prononcée lors du congrès de l'Association Américaine de Sociologie, en 1968. Elle a pour mérite d'insister sur ce qui est « intéressant » pour les chercheur.es et de pointer les conditions matérielles de réalisation des recherches :

La sociologie n'est pas et n'a jamais été une sorte de recherche objective de la vérité sociale. D'un point de vue historique, cette profession est le bâtard issu de l'union du traditionalisme et du conservatisme européen du XIX^{ème} siècle avec le libéralisme corporatif du XX^{ème} siècle américain. Cela pour dire que les sociologues, à part quelque rares mais honorables (ou honorables mais rares) exceptions, ont dirigé leurs regards vers le bas, et leurs mains vers le haut.

Ils ont baissé les yeux pour étudier les activités des classes les plus défavorisées de la population, activités qui risquent de troubler l'hégémonie gouvernementale. Étant donné que la classe dirigeante de la société s'identifie à la société elle-même —dans le sens où Davis et Moore, dans leur ignoble article de propagande de 1945, identifiaient la société à ceux qui la gouvernent— les problèmes de la classe dirigeante peuvent être définis comme étant des problèmes sociaux. Aujourd'hui, la profession s'est placée au-delà du sentimentalisme larmoyant : “problèmes sociaux” n'est plus le terme à la mode, mais la perspective fondamentale est restée la même. Ce qui est sociologiquement “intéressant”, c'est ce qui intéresse ceux qui se trouvent sur les sommets et perçoivent les ondes de choc d'un tremblement de terre.

Les sociologues montent la garde à leur poste et rendent compte à leurs maîtres des mouvements de la populace laborieuse. Les sociologues les plus aventureux se déguisent en hommes du peuple, vont se mêler aux paysans “sur le terrain”, et en reviennent avec des livres et des articles qui brisent la défense secrète dans laquelle s'enveloppe une population asservie, la rendant ainsi plus vulnérable à la manipulation et à l'encadrement.⁵

⁵ Les propos de Martin NICHOLAUS lors d'une réunion de l'Association Américaine de Sociologie à Boston, en 1968, se trouvent dans *L'homme et la société*, n^o 16, annexe à l'étude de Jean Chesnaux, « *Les radical caucuses américains dans les sciences humaines* » ou dans *Le gai savoir des sociologues* (Lourau, 1977).

Cette longue citation permet de souligner que la préoccupation de l'utilité n'est pas nouvelle et porte en elle la discussion du « pour qui » l'utilité est pensée. L'utilité n'est pas une dimension abstraite non située, encore moins universelle, c'est un rapport avec des réalités concrètes. Ce qui reste quand même dans l'ombre des critiques de M. Nicholas c'est la science elle-même, son élaboration et son expression. Ainsi, d'une certaine manière il suffirait pour le ou la chercheur. es de « prendre position » et de combattre sur le terrain de la science. Dans ce sens, on peut voir des « chercheur.es militant.es » insister justement sur la neutralité, sur la scientificité de leur travail. Cela peut conduire à une forme encore plus académique où les pairs sont les principaux interlocuteurs. Christine Delphy relève que la critique radicale peut s'installer aussi dans une forme d'entre soi confortable.

Les analyses de notre intelligentsia marxiste sont étonnamment révolutionnaires. Le seul problème est qu'elles sont écrites dans un langage qui ne peut être compris que par une proportion ridiculement petite de la population. Certes ils dénoncent les postulats réactionnaires et l'idéologie capitaliste partout où ils les voient ; mais d'abord ils aiment de préférence les débusquer dans d'autres travaux scientifiques plutôt que dans la production idéologique directement destinée au grand public ; ensuite leurs dénonciations sont extrêmement convaincantes... quand on les comprend. Et en général, seuls leurs collègues peuvent les comprendre. De là résulte le paradoxe qu'ils sont compris et appréciés de ceux qu'ils considèrent comme leurs adversaires politiques, c'est-à-dire leurs collègues réactionnaires, tandis que ceux qu'ils prétendent défendre au mieux les ignorent, au pire les voient comme des mystificateurs, donc des ennemis. Quelles que soient leurs intentions, quel est le résultat objectif de leur travail ? Dans la mesure où il s'adresse aux intellectuels de droite et exclut les non-intellectuels de gauche, ce travail conforte objectivement la cohésion de la classe intellectuelle dans son ensemble, toutes positions politiques confondues, face à et contre les couches non-intellectuelles de la population. (1981, p. 69)

Voilà donc comment se constituerait une classe qui, bien que traversée par des clivages idéologiques, des dissensions et des luttes, partage des intérêts communs, une praxis et des habitus. Dans *Le philosophe et ses pauvres*, J. Rancière (1983) développe une critique de l'intervention des intellectuel.les qui reproduisent la division entre ceux et celles qui pensent et ceux et celles qui ne pensent pas, faisant reposer dans l'activité des premiers l'éclairage des seconds et, par conséquent, l'efficacité et la justesse de leurs actions.

On retrouve la même idée chez C. Delphy :

La production d'une connaissance souvent utile est, dans les conditions présentes, inséparable de la production, dans le même temps, d'un discours savant qui ne se définit que par opposition au langage « vulgaire » : celui des dominés. Ainsi tout progrès de la connaissance renforce-t-il —apparemment de façon inexorable— l'exclusion des masses, leur séparation de plus en plus radicale des instruments intellectuels : des moyens de penser leur oppression. (1981, p. 71)

Ainsi, les modalités de production et de diffusion des savoirs universitaires reconduisent-ils la coupure entre classe intellectuelle et personnes en situation d'exploitation et/ou d'oppression.

Précarisation et mobilisation, une tour d'ivoire un peu bancale

Depuis des années, on assiste à une précarisation des professions intellectuelles. Ce qui représentait un moment, une étape dans un parcours professionnel, tend à devenir la norme : multiplications des employeurs, alternances de chômage et d'activité, travail gratuit, etc. Les études supérieures ne sont plus la voie royale vers un métier stable et bien rémunéré. Dès lors, on retrouve des revendications propres à ces travailleurs, par exemple dans le mouvement du printemps 2016, contre la loi travail (notamment sous les slogans « on vaut mieux que ça » ou, spécifiquement à l'université, « on cherche mieux que ça »). Une revendication de reconnaissance et de valorisation « au juste prix » du travail effectué, que l'on peut comprendre à l'analyse comme une demande à faire partie de la fraction dominée des classes dominantes, tout en construisant un discours de contestation de « l'ordre établi ». Un observateur remarquait que l'on retrouvait nombre de ces précaires dans les Nuits Debout, qui tout en portant des revendications sur leur statut ne mettaient pas en cause la division du travail. Ainsi, « [l'assemblée] conférerait une position dominante au sein de l'agitation en cours —deux minutes le temps d'intervention moyen d'un inconnu, des interventions sans fin pour les personnalités intellectuelles reconnues. La critique du travail serait d'abord une critique de la division dominante du travail. »⁶

⁶ Alessi del Umbria, « Le monde ou rien » Remarques sur l'agitation sociale en

Ainsi, la critique du rôle propre des professions intellectuelles est-elle rarement à l'ordre du jour des débats. On peut lire dans le même journal cette remarque d'un universitaire, qui semble caractériser une tendance bien présente dans la critique sociale à surestimer le rôle du travail intellectuel : « C'est à l'université de se mettre maintenant au diapason de la rue, de l'agora populaire et d'essayer d'entendre la demande qu'elle adresse à notre temps. Une université digne de ce nom doit pouvoir contribuer à élaborer une riposte au problème du monde que soulève aujourd'hui le mouvement en France ; elle doit pouvoir aider à ouvrir de nouveaux possibles, à construire des vecteurs de résistance au nouvel ordre libéral mondial. »⁷

Nous vivons un moment particulier où la condition des travailleurs et travailleuses intellectuel.les conduit à participer de plus en plus aux luttes sociales, du fait de la précarisation accrue de cette catégorie. Et, dans le même temps, on assiste à un usage accru (ou en tout cas de mise à disposition) de savoirs issus du travail universitaire, à une explosion de l'édition et de la diffusion d'ouvrages, de revues, de sites internet d'analyses, etc. Pourtant ces deux éléments semblent fonctionner de façons disjointes. La transformation matérielle de la production intellectuelle, marquée par la dégradation des conditions de travail, et la croissance des possibilités de diffusion des résultats de cette production semblent déliées. Peut-être que le conflit au sein d'un éditeur militant a poussé jusqu'à l'absurde cette situation⁸ en pointant l'exploitation présente au cœur de la production de la critique sociale. Ainsi les fruits de la connaissance et du savoir sont-ils pensés séparément des conditions de leur production et les travailleurs et travailleuses intellectuel.les qui utilisent de manière fluide ces éléments sont-ils rarement questionné.es.

France au printemps 2016. Lundi matin #70, 29 août 2016, <https://lundi.am/remarques-sur-l-agitation-sociale-en-france>. Consulté le 5 septembre 2016.

⁷ Plínio W. Rado, *L'université perdue ou ce qui se cherche dans le mouvement contre la loi travail*. Lundi matin #70, 29 août 2016. <https://lundi.am/L-universite-perdue-ou-ce-qui-se-cherche-dans-le-mouvement-contre-la-Loi>

⁸ Agone, maison d'édition engagée publiant nombre d'auteur de critique sociale, a connu en 2013 un conflit salarial qui a révélé et les pratiques condamnables de l'éditeur et le silence complice des auteur.es. <http://gentrification.europa-museum.org/>

Le travail intellectuel dans la division du travail

« Les intellectuels doivent prendre conscience de leur constitution sociologique, de leur insertion réelle, contradictoire dans les rapports sociaux » (Buci-Glucksmann, 1975, p. 17). C'est là que l'on doit d'abord comprendre ce que sont, d'un point de vue matérialiste, ceux et celles qui font professions de l'esprit. Pour Sartre, le travailleur intellectuel est « le technicien du savoir pratique ». Il est, par essence, lié à la classe dominante, sans lui appartenir. Mais « celle-ci le désigne dans son être en décidant des emplois : d'après la nature exacte de son entreprise (par exemple selon la phase de l'industrialisation), d'après les besoins sociaux considérés selon ses options particulières et ses intérêts (une société choisit en partie le nombre de ses morts selon la part de la plus-value qu'elle consacre au développement de la médecine) » (Sartre, 1980, p. 25). Le poste, décidé par la classe dominante, définit le type de compétences pratiques qui sera intégré par la personne, la rémunération et donc le statut particulier. La formation des intellectuel.les est décidée par la classe dominante, dans son organisation et dans la forme qu'elle prendra :

Elle leur enseigne donc *a priori* deux rôles : elle fait d'eux à la fois des spécialistes de la recherche et des serviteurs de l'hégémonie, c'est-à-dire des gardiens de la tradition. [...] En ce sens, son être social et son destin lui viennent de dehors : il est l'homme des classes moyennes ; les fins générales auxquelles se rapportent ses activités ne sont pas ses fins. (Sartre, 1980, p. 27-29)

Cette approche, qui ne s'intéresse pas au contenu de la production intellectuelle mais à sa fonction, c'est ce que propose notamment Gramsci. Il parle de « Fonctionnaires des superstructures » (1975, p. 606) qui font passer abusivement pour des « vérités scientifiques » des éléments de l'idéologie dominante et ce à différents niveaux : dans l'enseignement, l'art, la publicité, le management, la politique, le journalisme, l'agriculture, la religion... Selon cette approche, le travail intellectuel dans ses diverses modalités —de coordination, d'organisation, de mise en forme symbolique, de transmission, de contrôle— doit être pris en compte. Alors, l'assistante sociale, le manager, le publicitaire sont aussi des travailleurs et travailleuses intellectuel.les. Dès lors, il ne s'agit plus de se poser la question de la valeur émancipatrice de la production intellectuelle en elle-même (qu'elle soit artistique ou informationnelle, connaissances ou savoirs) mais bien de se poser la question de son

usage dans toutes ses dimensions : par qui ? pour qui ? pour quoi ? où ?
Et, dans le même mouvement, selon quelles modalités de production ?
Questions qui se posent avec force pour cette fraction des travailleurs
et travailleuses intellectuel.les que sont les universitaires précaires.

Conclusion : une question de pratiques ?

Il se pourrait que ce « problème » que nous avons essayé d'esquisser ici soit plus un problème pratique, dans la pratique, qu'un problème théorique puisque, en dernière analyse, les constructions théoriques relèvent aussi de configuration matérielle. Ce « problème » de l'utilité questionne en effet les pratiques de la science sociale, tant dans sa production (recherche, écriture, échange) que dans sa diffusion (restitution, enseignement, écriture). Penser l'utilité c'est aussi penser ce qui, dans nos pratiques, peut être source de fabrication de connaissance. Participer à la diffusion de pratiques concrètes de mise en forme des savoirs, par exemple à travers des transferts de méthodologies d'enquête. On retrouve une des questions qui animent le groupe de travail Sciences Sociales et Émancipations depuis le début, et que nous avons emprunté à L. Boltanski (Boltanski et Fraser, 2014) sur la difficulté des savoirs universitaires à embrayer avec les mouvements sociaux. Il ne s'agit pas de contempler la béance mais de chercher, par déplacements successifs de notre propre position, à connecter nos productions intellectuelles avec la colère face à un monde où la destruction, l'oppression, l'exploitation sont bien trop présentes. Il s'agit alors d'explorer la possibilité de ces déplacements, de créer les espaces où produire des alliances. Il nous semble que ce qui rend possible des alliances c'est la conscience de notre propre position. Ainsi la problématique de l'utilité pourrait-elle être une modalité de cette prise de conscience, si elle se concrétise dans un questionnement collectif qui prend racine dans nos situations matérielles.

Bibliographie du texte :

Boltanski Luc, 2009, *De la critique : précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard (NRF essais).

Boltanski Luc et Fraser Nancy, 2014, *Domination et émancipation, pour un renouveau de la critique sociale*, Lyon, France, Presses Universitaires de Lyon, impr. 2014.

Buci-Glucksmann Christine, 1975, *Gramsci et l'État: pour une théorie matérialiste de la philosophie*, Paris, France, Fayard.

Delphy Christine, 1981, « Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles », *Nouvelles Questions Féministes*, n° 2, p. 58-74.

Devreux Anne-Marie, 2011, « Féminisme et syndicalisme : peut-on objectiver le savoir militant ? », *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de la recherche et engagement*, La découverte., Paris, France, p. 62-79.

Gramsci Antonio, 1975, *Gramsci dans le texte*, Paris, France, Ed. sociales, impr. 1975.

Lourau René, 1977, *Le gai savoir des sociologues*, Paris, France, Union générale d'éditions.

Rancière Jacques, 1983, *Le philosophe et ses pauvres*, Paris, France, Flammarion.

Rigouste Mathieu, 2011, *Les marchands de peur : la bande à Bauer et l'idéologie sécuritaire*, Paris, France, Libertalia, impr. 2011.

Sartre Jean-Paul, 1980, *Plaidoyer pour les intellectuels*, Paris, France, Gallimard.

**La caja negra de las generaciones pasadas
todavía te manda información.**

**Todo lo que vayas a lograr
de ahora en más
depende pura y exclusivamente
de tu poder de síntesis.**



Illustration page précédente:

Playa del Cerro, Ariela Epstein, 2018,
lino gravure

Texte: «Poder de sIIntesis» (2012) de Gustavo
Yuste in *Obsolescencia programada*, Eloisa
Cartonera, 2016.

Traduction:

La boîte noire des générations passées
t'envoie toujours de l'information.

Tout ce que tu va réussir à partir de
maintenant dépend purement et exclusivement de
ton pouvoir de synthèse.

Carnet de voyage

Il serait dommage d'amputer du compte rendu de nos réflexions le récit sensible de notre voyage et des prémisses de sa réalisation. Nous tentons ici une écriture hybride qui puisse rendre compte à la fois de nos réflexions et de notre quotidien. Non pas dans un souci d'exhaustivité mais plutôt de manière à resituer dans nos réalités concrètes et charnelles ce que nous pensons et exprimons.

Comme point de départ, il y a l'organisation d'un « événement scientifique » pour le XXXI Congrès de l'Association Latino-Américaine de Sociologie (ALAS) qui avait lieu à Montevideo du 3 au 8 décembre 2017. Nous faisons alors la proposition suivante :

« Émanciper ? Les sciences sociales, du “salvationnisme” à l'(auto)critique »
Le XXXIème Congrès de l'Association Latino-Américaine de Sociologie propose en l'occurrence comme thème transversal la « sociologie en temps de changements » et postule l'engagement de la pensée sociologique envers les mouvements d'émancipation et d'empowerment émanant ces dernières années de groupes subalternes dans le sous-continent (lutte des femmes contre la violence de genre, mouvements des peuples autochtones contre les modèles extractionnistes, etc.)

Si les sociologues accompagnent ces processus de différentes façons – en objectivant des savoirs, en légitimant des revendications – ils se sont souvent positionnés comme les « libérateurs », les « émancipateurs » de groupes disqualifiés ou illégitimes. Le mythe d'un moment de

« révélation sociologique » des mécanismes tacites, symboliques et fétichisés du pouvoir, est invalidé dès lors que nous regardons de près comment s'articulent les savoirs et pratiques des intellectuels avec ceux des sujets et des acteurs politiques. Christine Delphy (1989) nous rappelle, par exemple, que la notion de « patriarcat » n'est pas une invention des féministes intellectuelles, en tant que concept, mais plutôt une idée issue de l'intérieur du mouvement féministe et se référant à des situations concrètes de souffrance et d'oppression vécues par les femmes.

Pour autant, nous croyons au rôle important des sciences sociales dans les processus d'émancipation sociale. Luc Boltanski, dans *Emancipation, les métamorphoses de la critique sociale* (2014) souligne l'impuissance et la stérilité d'une critique sociale qui n'embraye pas sur les mouvements sociaux. Il se demande quelle est la place des intellectuels et du travail intellectuel dans la société, s'interroge sur les possibles ouvertures de l'Université et des idées que nous produisons en son sein. Si nous avons un rôle à jouer en tant qu'intellectuels, chercheurs, enseignants, il nous semble que ce rôle doit encore être débattu et problématisé. Nous postulons que pour pouvoir problématiser notre rôle dans l'émancipation des « autres », il est nécessaire de discuter d'abord de nos propres émancipations. Ainsi, du « salvatisme » à la critique, il nous semble indispensable de passer par une réflexion nous concernant, par une auto-analyse et une auto-critique. C'est ce que nous nous attachons à faire depuis deux ans dans notre séminaire « Sciences et Sociales et Emancipations » (à l'Université de Toulouse 2) et que nous souhaitons transposer à Montevideo lors d'une table ronde et une série d'ateliers lors du Congrès de l'ALAS, invitant des collègues latino-américains dans cette discussion. Il s'agit, à partir de cas concrets, de nous poser nous-même (universitaires, chercheurs, étudiants, enseignants, etc.) comme objet de réflexion et de questionner les relations de pouvoir dans lesquelles nous sommes pris et qui déterminent nos pratiques intellectuelles. Il nous semble urgent, dans un monde et une Université en crise, de comprendre comment ceux-ci affectent nos métiers et nos « productions », de penser et de construire des pratiques de recherche et d'enseignement basées sur le travail collectif, l'égalité et la non reproduction des modèles de domination qui sclérosent aujourd'hui l'Université.

Cette proposition devait donner lieu à une table ronde dans le congrès et à des ateliers dans les « activités annexes » de celui-ci. Notre envie étant d'insérer dans la partie officielle du congrès nos façons de faire, d'expérimenter dans notre groupe de travail, mêlant dynamique empruntée à l'éducation populaire et réflexion académique. Si nous avons pu insérer un « panel » dans le congrès nous dûmes organiser nos ateliers en dehors du congrès. Reprenons notre périple de manière chronologique.

Samedi 2 décembre 2017

Nous arriverons, doucement, chacun.e par des routes différentes, depuis la France, l'Argentine, l'Uruguay, le Mexique. Dans ce petit appartement du centre-ville de Montevideo, nous nous aménageons une vie collective. Nous voulons que cette semaine de travail soit dense : faite de moments formels et d'autres, nos discussions sur le rôle des intellectuels dans le monde se prolongeront du maté matinal à la bière du soir... Nos échanges seront un mélange de propos académiques et personnels. Bien que conscients de faire partie de la « classe intellectuelle », nous voulons nous offrir le temps d'être autre chose. Abolir la séparation entre travail et vie quotidienne : une amoureuse qui regarde son téléphone toutes les deux secondes, une mère de famille qui galère avec son fils qui fait des poussées dentaires, un enthousiaste chanteur des vieilles chansons militantes dès le matin, etc. Nous sommes « nous-mêmes », nous nous racontons et nous nous fréquentons tranquillement dans la vie quotidienne. L'idée est aussi de renforcer nos liens en tant que collègues, ami.e.s, et complices dans cette recherche de fond qui nous agite. Et nous nous interrogeons beaucoup sur ce que nous sommes : intellectuel.les, donc privilégié.e.s ? Intellectuel.le.s vraiment ? L'un de nous rechigne face à ce terme et nous pousse à reformuler sans cesse ce que nous entendons par là, à soulever tous les sous-entendus que ce mot charrie. N'est-ce pas déjà valider une distinction entre ceux et celles qui pensent et les autres ? Faut-il cantonner ce terme à celles et ceux qui travaillent dans et pour l'académie ? Qu'en est-il des technicien.ne.s qui utilisent leurs compétences intellectuelles dans d'autres sphères ? Dans ces discussions sans notes de bas de page il faut s'accrocher au réel, déplier les idées, les confronter.

Nous préparons les différentes interventions. Nous avons une certaine appréhension : qui viendra ? Comment nous, plus ou moins Français.e.s, ou formé.e.s en France, plus ou moins Latino-américain.e.s seront-nous reçu.e.s, perçu.e.s ? Nous savons qu'il existe ici une longue tradition de recherche engagée, qu'on ne nous a pas attendu pour creuser ces questions... quelle est notre légitimité ?

Dimanche 3 décembre

Nous allons prendre nos accréditations pour le congrès et nous découvrons l'ampleur de la machine du XXXI congrès de l'Association Latino-Américaine de Sociologie. Le rez-de-chaussée de la Mairie lui est dédié, des centaines de personnes font la queue, le programme (posté sur une application mobile du congrès) est infini. 26 groupes de travail, six lieux de congrès, près de 1500 communicant.es. La version papier fait plus de 700 pages. Nous savons que le discours introductif va débiter mais, accompagné.e.s d'une ou deux connaissances croisées dans ce même hall d'entrée, nous préférons prendre la tangente et descendre quelques rues pour un autre événement local.

C'est en effet le défilé des *llamadas* du 3 décembre, journée nationale du *candombe*¹ et de l'équité raciale². Tout un monde se trouve là, une histoire sociale, culturelle et politique se rejoue dans cette ambiance festive. Et nous passons plusieurs heures à voir défiler les tambours, danser et boire de la bière ; à profiter de ce moment qui en dit plus sur l'Uruguay que n'importe quel atelier du congrès. Le bonheur de se retrouver là, de faire l'école buissonnière, dans la rue sans flics et sans censeurs. En effet, nous sommes surpris de l'absence de forces de l'ordre dans cette occupation de l'espace public, un rassemblement de plusieurs centaines de personnes... Il y a bien longtemps que nous n'avions pas vécu ça en France.

1 À la fois rythme, danse, formation de tambour, défilé du carnaval et surtout marqueur identitaire de la communauté afro-uruguayenne.

2 Célébré depuis 2006, le 3 décembre renvoie au 3 décembre 1978 quand sonnèrent les tambours spontanément, face à destruction du *conventillo* *Mediomundo*, par la dictature civico-militaire (1973-1985).

En remontant nous passons tout de même par la Mairie, profiter du buffet offert : vin et empanadas. Près de 1000 personnes, 1000 intellectuel.les sont là, retrouvant de vieilles connaissances, commençant une des activités centrales de ce type de rassemblement : le réseautage. Nous nous disons que nous devrions faire de même, discuter et échanger avec nos homologues venus de toute l'Amérique latine, mais nous restons entre nous, groupe affinitaire, car quelque chose en nous résiste à jouer ce jeu. Et nous rentrons à la maison.

Mardi 5 décembre

C'est le jour du premier atelier, impatient.e.s de commencer et aussi un peu nerveux.ses de savoir comment notre proposition va être accueillie. Après une longue marche sur la rambla³, nous arrivons au grand bâtiment flamboyant du Mercosur. Surpris.e.s par l'élégance du lieu, nous laissons des affiches collées aux arbres et aux murs immaculés. Surpris.e.s encore par l'accueil chaleureux et par l'attente que nous réveillons chez notre amphitryon. Surpris.e.s enfin par le profil des personnes qui se sont aventurées dans l'atelier. Pour la première fois depuis la création de SSE, nous ne sommes pas entre « jeunes » et « précaires », mais avec des professeur.e.s confirmé.e.s, des personnes qui ont des postes de responsabilité et qui se posent la question de leur place en tant qu'intellectuel.le.s dans la société. On est content.e.s ! C'est étrange ce sentiment d'avoir l'impression d'être moins en marge sans pour autant toucher au centre. La crainte tout de même que nos méthodes ne prennent pas, comme à l'accoutumé nous ne faisons qu'une courte introduction pour tout de suite entamer des « groupes d'entretiens mutuel ». Il s'agit de se mettre par groupe de deux et de répondre tour à tour à une série de question nous avons préparées. Ce sont des questions autour des problématiques de SSE, mais qui servent aussi pour mieux se connaître entre nous et pour déclencher des réflexions. On se disperse dans les lieux, il fait beaux et la plupart des binômes s'installent au soleil pour ce moment d'échange.

1. Quelles sont tes pratiques en rapport avec « le savoir » ?
Quelles sont tes relations avec le monde académique ? Comment

³ Rambla désigne à Montevideo l'avenue qui longe la mer.

tu utilises ou à quoi te sert « le savoir » en dehors du monde académique ?

II. As-tu déjà éprouvé le sentiment d'imposer ton savoir, ton point de vue, tes manières de faire ? Est-ce que tu peux le raconter ? T'es-tu déjà senti pas à ta place, perdu, dans le monde académique ?

III. Dans l'idéal, comment serait une bonne manière de faire du travail intellectuel ? Connais-tu des expériences qui vont dans ce sens ? Et toi, as-tu déjà tenté des choses allant dans ce sens ? Tu as des pistes pour le faire ?

L'atelier se termine par un retour de chaque binôme sur les éléments importants dans l'échange, suivie d'une discussion à bâton rompu.

Mercredi 6 décembre

C'est le jour de notre présentation « officielle », la table ronde du congrès qui nous amène ici le dérouler sera le suivant :

Nous faisons notre petite introduction à trois voix : « Situation actuelle à l'université française : produire un espace critique et habitable ». Une présentation de notre groupe de travail qui s'inspire de notre article au titre éponyme⁴.

Puis, Maria Laura Bianciotto (Docteure en anthropologie, chercheuse à l'UNR-Ishir/CONICET- Argentina) : « Pratiques intellectuelles et de recherche. À propos de l'expérience de construction d'un champ de recherche à l'université de Rosario en Argentine ». Son texte est reproduit dans ce fascicule.

Et enfin, Jerónimo Díaz (Docteur en géographie, chercheur à Habitat International Coalition -HIC- Mexico) : « Le rôle de la recherche urbaine dans les luttes pour l'habitat populaire en Amérique Latine ». Son intervention n'a pas donné lieu à un écrit mais on peut trouver des éléments de son travail concernant directement cette thématique dans ce reportage réalisé sur place (<https://subversiones.org/archivos/132559>)

⁴ Alfonsina Faya-Robles, Ariela Epstein, et Américo Mariani, *Produire un espace habitable à l'université*, in *Émancipation et recherche en éducation. Conditions de la rencontre entre science et militance*, éd. par Jean-François Marcel et Dominique Broussal, Éditions du Croquant (Vulaines-sur-Seine, 2017).

et ce livre en cours de rédaction à ce moment- là⁵.

Nous sommes là, tou.te.s les cinq, aligné.es à une table pas du tout ronde, sur l'estrade d'une des grandes salles de la Mairie de Montevideo, ce qui nous fait sourire (paradoxe d'accueillir en ces lieux si institutionnels notre espace de critique de l'institution), et à la fois éveille en nous une petite joie, comme une revanche sur l'histoire. En effet, pour l'un d'entre nous c'est un retour dans la ville de ses parents. Ceux-ci, en butte à la répression déchaînée par la dictature militaire qui a sévit entre 1973 et 1985, ont dû s'exiler. Une sorte de plaisir enfantin à se retrouver à reposer la question de l'émancipation dans ces endroits qui ont tant commis d'horreurs contre les tentatives d'émancipations. Comme dit la chanson, *No se rinde un gallo rojo mas que cuando está ya muerto*. Malgré nos appréhensions et une salle très clairsemée au début, à la fin des interventions la salle est comble.

Les personnes intervenant dans le débat soulignent l'importance de nos questionnements et mènent la réflexion vers différents domaines. Certaines faisant des constats que nous avons déjà largement relevé dans nos débats en France, sur les relations de dominations entre tuteurs et étudiants, entre intellectuels et « reste du monde », ce qui amène à nous penser comme une classe sociale ; sur la difficulté à nous coordonner, à construire des réseaux d'allié.e.s à la fois dans et au-delà du monde académique...

Deux interventions nous interpellent particulièrement, véhémentes et auto-critiques, qui pointent des problématiques d'une manière un peu nouvelle. Nous en retranscrivons quelques extraits :

Tous mes collègues universitaires qui ont soulevés ces questions il y a 30 ans, se battent aujourd'hui pour leurs espaces de pouvoir. Alors, est-ce que la précarité, avec toute l'horreur qu'elle contient, n'aurait pas un autre côté : une possibilité de liberté ? Parce que ce qui se discute dans l'université est très limité. Nos pratiques institutionnalisées n'ouvrent pas de possibilités critiques parce que la préoccupation de « conserver sa place » pose des limites en termes de ce que l'on peut dire ou non. Est-ce que la précarité ne serait pas la possibilité de générer une pensée autonome, critique, indépendante, non institutionnalisée, et ainsi, plus émancipatrice ? En collectif toujours... Bon c'est vrai, on doit vivre (on a faim dans la salle), mais nous devons penser contre l'institution. Parce que je me dis, en étant méchant [il s'adresse à nous] : vous vous plaignez maintenant

5 <http://hic-al.mayfirst.org/wp-content/uploads/2018/06/Libro-utopias-digital.pdf>

mais plus tard vous trouverez une place et ce sera d'autres personnes plus jeunes à votre place.

La deuxième intervention parle aussi de la précarisation de l'ESR, de l'incertitude qu'elle génère :

L'incertitude produit des options, des alternatives et d'autres savoirs. Il faut que l'on soit très critique du fonctionnement académique : Face à la pression à la publication et la catégorisation des enseignant.e.s. On a été coopté dans une dynamique mercantile qui a dévalorisé le savoir que nous produisons. Nous écrivons des articles et des articles sans jamais savoir pour quoi et pour qui. Personne ne les lit soyons réalistes.

Le thème de l'aliénation de la science (pas seulement sociale) et l'hyper fragmentation de la connaissance. Il faut aller vers la convergence.

Si nous cherchons à faire partie des équipes bien payées, en dollars, nous sommes condamnées à reproduire les pratiques de la Banque Mondiale en nous convertissant en évaluateurs des évaluateurs des évaluateurs...

Cette incertitude, c'est l'opportunité de sortir de notre zone de confort. Tant que j'avais une place garantie, le problème social était mon objet. Moi, j'étais là-haut et c'est ça le problème. Nous faisons partie d'un système capitaliste global qui est dans une crise tellement profonde que nous devons mettre nos capacités intellectuelles pour sauver la planète. Nous parlons de rien moins que de ça. Nous ne pouvons pas seulement parler d'obtenir un financement.

Nous sommes dans une étape où le capitalisme va aller contre une série de droits. Pour l'instant, nous occupons des places de reproduction sociale et, parce que nous sommes dans une zone de confort, nous n'avons pas suffisamment œuvré contre les inégalités. Nous, parce que nous n'avons pas été touché.e.s, nous n'avons pas bougé. Maintenant nous devons produire depuis la nécessité et l'urgence, non pas ce qui est politiquement correct pour obtenir un financement, parce qu'il nous faut bien plus que ça. Et bien évidemment il n'y a pas de sortie individuelle, c'est un problème collectif. Si je crois que ce que dois faire c'est trouver le moyen d'avoir un nouveau contrat postdoctoral, je suis dans l'erreur. C'est ça l'énorme discussion que l'on doit avoir.

Nous repartons de là bien content.e.s, le débat a été dense. Nous nous interrogeons tout de même sur le type de bilan que l'on pourra produire de toute cette effervescence.

Le soir même, nous avons rendez-vous à la Casa de filo, un centre culturel autogéré fondé il y a quelques années par des philosophes (étudiant.e.s, enseignant.e.s du secondaire et de l'université). Un étage est habité, par des « intellectuel.es » et des artistes, ou les deux à la fois; en bas : une maison d'édition, des salles d'ateliers, régulièrement : des ciné-club, des débats, etc.

Nous pensons arriver en terrain conquis et, une fois n'est pas coutume, nous ne préparons pas de dynamique. « On raconte vite fait ce qu'on est venu faire là et on cause, c'est sûr que le débat sera intéressant ». A posteriori, nous regretterons ce choix.

Là encore, avec nos habitus français, nous respectons le quart d'heure toulousains et débutons devant quatre personnes... à la fin nous serons près d'une vingtaine. Ici, le public est un peu plus divers que dans les autres espaces d'ateliers : des intellectuel.e.s diplômé.e.s certes, mais aussi des lycéen.e.s, des personnes n'ayant pas fait d'études, d'autres se présentant plutôt comme militant.e.s... La page facebook a fait son effet, pour beaucoup c'est la première fois qu'ils viennent ici, le titre de notre atelier les a interpellé.

Après avoir refait notre petit topo (devenu habituel), nous engageons un tour de table, qui se perdra néanmoins dans le commentaire libre de ce que notre démarche inspire. Ce n'est pas inintéressant mais il est difficile de faire le lien entre une prise de parole et l'autre, de trouver une cohérence. Le manque de dynamique cadrée fait que se mette rapidement en place la joute habituelle que nous cherchons à défaire : ceux qui manient le langage et les références parlent longtemps, ainsi on se retrouve pendant un moment dans un défilé de « crise de la modernité, Heidegger, Marx, Hegel, Foucault, etc. », reléguant les autres dans un silence un peu gêné quand vient leur tour de parole.

Néanmoins, plusieurs points de vue entendus ce soir-là nous interpellent :

Deux définitions de l'intellectuel se confrontent dans nos conversations : L'intellectuel comme fonctionnaire de l'État lié à une vision d'un pouvoir central. Depuis ce point de vue, peu de place pour l'agir des intellectuel.les...

Lors de la crise de la modernité, la place de l'intellectuel est définie par la Banque Mondiale. La place de l'intellectuel change. Depuis l'État, on ne peut plus changer grande chose. L'intellectuel étant

un fonctionnaire, ce sont les mouvements sociaux qui peuvent faire quelque chose.

Une autre définition de l'intellectuel, et en même temps du pouvoir.

Si nous prenons en compte les intellectuels de manière large (scénariste, économistes, etc.) que faire comme intellectuel depuis un pouvoir diffus, sans penser que nous venons pour changer le monde... Les questions changent, elles interrogent les méthodologies, les outils, etc.

Cette définition ouvre aussi sur la question « des interstices, que faisons-nous, ou pouvons-nous faire depuis là où nous sommes... ? »

En même temps, la définition se pose de manière biographique :

« Quel est le cheminement qu'on doit faire... ? Ne faut-il pas passer par cette sorte de « salvationnisme » avant d'en sortir ? Question du parcours, de l'expérience, importantes pour savoir comment on arrive à réfléchir sur ces questions... Quelle importance finalement peut avoir le passage par l'université ? »

Des issues, des voies ont été esquissées : « faire travailler l'originalité, changer nos signes, les signes qui circulent, un travail sémiotique, dans l'espace public, dans la vie intime, dans la vie urbaine, avec le désir comme allié. D'autres formes de faire : il faut les rendre désirables, pour nous, pour les autres. »

Mais le clivage revient lorsque l'on aborde les questions pratiques autour plutôt des conditions d'exercice du travail d'intellectuel et des conséquences sur ce que nous produisons. La question de la compétition dans le monde universitaire, « les institutions nous institutionnalisent. Nos manières de faire et de penser sont déterminées par les institutions où nous sommes » Là s'invite à nouveau la question de la créativité et de la possibilité (il y a d'autres formes, que je ne vois pas et pour les voir il faut expérimenter la crise, et que je suis en crise avec moi-même). Et pourtant le formatage se reflète non seulement dans le quotidien de notre travail mais aussi dans « la marchandisation des événements scientifiques. Au-delà de ce problème, c'est aussi le formatage, la standardisation des manières de discuter, de faire parler, de promouvoir une parole. »

Peut-on aller contre ce formatage ? C'est la proposition d'un espace comme Casa de filo : « loin de toute utilité économique, ouverte à toute

proposition. Ici, on peut faire un colloque, mais sans attestation et sans papier à la fin. En dehors de l'hégémonie de l'utilité ! Il faut revendiquer l'inutilité ! »

Jeudi 7 décembre

C'est la dernière étape de notre petite série. Le second atelier au Polo Mercosur. Nous longeons la rambla, pensifs et plein d'idées dans nos têtes. Nous nous devons un petit moment de discussion, de mise en commun des idées, phrases entendues, fragments et écrits en commun, etc. Les idées s'entrechoquent, se superposent, nous avons du mal à faire une synthèse. Nous commandons des sandwiches typiques faits eux aussi d'une superposition d'éléments riches et savoureux : le chivito. Nous finissons par écrire un texte à l'image de notre nourriture empilant les idées les unes sur les autres, comme elles sont venues au cours de ces journées. Cela nous servira d'introduction pour notre dernier atelier.

Le désaccord, le rejet de l'appellation « intellectuel », en lien avec les multiples définitions : enseignant.e, technicien.ne, expert.e, intellectuel.le... Il y a une erreur dans l'appel : il aurait fallu parler du rôle des intellectuel.les. Le pluriel convient mieux dans ces réflexions. Le singulier mène à des pièges inutiles.

Et, malgré le rejet, ou peut-être avec lui, nous continuons à utiliser cette dénomination : intellectuel. Formé.e.s à l'université, nous avons une responsabilité. Cela arrive au fur et à mesure de la discussion sur la meilleure manière de se présenter : technicien.nes, professionnel.les, etc.

Nous avons une responsabilité.

Nous avons aussi évoqué une dynamique de légitimation / délégitimation du savoir venant du marché, mais aussi des mouvements sociaux et même dans les pratiques intellectuelles, notamment vis-à-vis d'autres savoirs non universitaires. Et c'est là qu'émerge une sorte de schizophrénie d'être à la fois disqualifié.es et dans le même temps, de disqualifier.

Quelqu'un nous a demandé si tout cela ne relèverait pas de quelque culpabilité ?

Cette question ne nous a pas paru hors de propos, mais nous préférons le terme de responsabilité.

La thématique du collectif comme solution et comme problème a été très présente. Comment faisons-nous collectif ? Quels sont les collectifs dans lesquels nous sommes inscrites ? Qui parfois ne fonctionnent pas, trop larges ou trop fermés...

Le dialogue, les dialogues, les pratiques dialogiques et la question

de l'autre, du « nous ». Il nous a semblé intéressant que tout cela appelle à des temporalités spécifiques et à des espaces non moins spécifiques. Il n'est pas possible de penser la question du dialogue en dehors d'une projection concrète dans ces termes-là, espace et temps.

Hier nous étions à la Casa de filo, le lieu le plus informel de toutes nos activités où, faute de dispositif adéquat, l'université s'est invitée. C'est-à-dire des personnes qui parlent beaucoup, sans écouter et qui expliquent. Cette position d'explication génère comme dit Rancière une continuité de l'inégalité. Alors le dialogue, pour être horizontal et émancipateur, demande des conditions spécifiques. Et, encore une fois, nous venons buter sur l'ambivalence de nos positions : parfois nous sommes écrasé.es par une explication qui nous laisse sans voix et parfois c'est nous qui donnons cette explication.

De là nous avons tiré une liste de mots, à partir desquels nous proposons un jeu d'écriture collective. Nous mettons dans un récipient le même nombre de mot (ou groupe de mot) que de participant.es. Chacun.e retire un mot et commence à rédiger pendant cinq minutes un texte. Ainsi, nous écrivons tous et toutes simultanément sur des mots différents. Au terme de ces cinq minutes tout le monde fait passer son texte à son ou sa voisine et ce jusqu'à que nous ayons accompli un tour complet.

Dialogue, collectif, espace et temporalité du dialogue, explication, marge, co-production, nous/les autres, légitimation / délégitimation du savoir, intellectuel.les. Sont les mots et expressions travaillée qui donneront lieu à neuf textes écrits à dix-huit mains et qui seront ensuite lus et commentés ensemble. C'est avec ce matériel que nous réécrivons à trois la « synthèse du chivito », amalgame complexe des riches échanges oraux et écrits que nous avons connus à Montevideo.

Au final, nous nous sentons heureux. Aucun.e de nous n'aura « communiqué » lors du congrès (une nuit de poussée dentaire enfantine aura fait louper le coche à la seule parmi nous qui avait envoyé une proposition). Et nous ne le regrettons pas. Nous savions que l'ALAS était une excuse pour être là, nous avions envie d'y soumettre nos réflexions avec un peu plus du quart d'heure de parole réservé aux ateliers, et nous voulions surtout tester nos ateliers et nos questionnements dans un autre cadre que celui, sommes toute confortable, de notre université.

NO SE
RINDE
UN GALLO
ROJO
MAS QUE
CUANDO
ESTA YA
MUERTO



Illustration page précédente:

Gallo rojo, Ariela Epstein, 2017, lino gravure.

Texte extrait de la chanson «Los dos gallos», Chicho Sanchez Ferlosio. Écrite en Espagne dans les années 60, elle circula longtemps anonymement au point que certain.nes pensent qu'elle date de la révolution de 1936.

«Un coq rouge ne se rend que lorsqu'il est mort»

La synthèse du *chivito*

Nous étions dix personnes très diverses sur de nombreux points, mais toutes partagions deux choses : avoir répondu positivement à la proposition qui nous réunissait au palais du Mercorsur, en cette fin d'après-midi de printemps austral, et nous étions tou.tes des « intellectuel.les », avec des disciplines, des formations, des emplois différents, mais tou.te.s étions passé.e.s par l'Université. Nous avons entamé une écriture à partir de ces mots, ingrédients de la « synthèse du *chivito* » : Intellectuel.le.s ; Savoirs ; Légitimation / dé-légitimation ; Autres / Nous-mêmes ; Co-production ; Marges ; Explication ; Temporalité / Espace du dialogue ; Dialogue ; Collectif. Chacun.e écrivait durant cinq minutes et ensuite passait son texte à sa voisine ou son voisin, et ceci jusqu'à réaliser un tour complet. Nous nous trouvions donc, au final, avec dix textes collectifs.

Comme le *chivito*, fameux sandwich montévidéen, le texte que nous proposons ici s'inspire de, résulte de, tous les apports de cette dernière session. Comme le *chivito*, les différents ingrédients prennent sens, et saveur, seulement les uns avec les autres. Nous avons re-structuré ces dix textes. Nous avons synthétisé la synthèse, et comme tout bon plat, nous avons travaillé sa présentation. Soulignant ou ajoutant certains ingrédients ici ou là. ¡Buen provecho!

Une question de savoirs et de rôles

Après toutes ces rencontres et discussions, la question est toujours de rigueur : de quoi sommes nous en train de parler ? Il semblerait que toutes sentions la nécessité de définir ce qu'est un.e intellectuel.les. Évidemment ce terme est polysémique et implique des jugements de valeur très différents selon d'où on le regarde. Certaines des personnes présentes sont en désaccord avec ce mot, il y a une résistance à se nommer « intellectuel », parce que cela implique que ce serait celui ou celle qui sait. « C'est un mot dégoûtant » écrit l'une d'elle, ajoutant que ce mode réunit un milieu, un « nous », qui laisse les autres sans intellect. L'intellectuel.le serait alors celui ou celle qui se pense comme l'intellect que les autres n'ont pas. Nous avons convenu que ce terme nous place dans un lieu de savoir-pouvoir, en principe fermé au dialogue, lieu que justement nous cherchons à déconstruire. Il faudrait alors ne plus s'identifier comme intellectuel.les ?

De fait, il existe de multiples façons de nommer les intellectuel.les qui amènent à d'autres manières de les caractériser : enseignant.es, chercheur.es, technicien.nes, expert.es, etc.

Serait-il possible d'assumer une formation intellectuelle qui ne tombe pas dans le piège de l'Intellectuel.le ? Qui ne représente pas cette figure patriarcale du savoir-pouvoir, propriétaire de l'avenir et de l'histoire ? Pourrait-on imaginer des « intellectuels collectifs » qui incluraient une diversité de point de vue ? Parce que nous partageons le fait que, d'une certaine manière, il faut assumer des tâches intellectuelles : organiser et synthétiser des idées, mettre en œuvre des méthodologies, dégager des perspectives, travailler des représentations symboliques.

Une autre question a émergé dans les conversations, celle de la dynamique entre légitimation et délégitimation du savoir. Cette dynamique apparaît depuis « le marché », la politique néolibérale mais aussi depuis les mouvements sociaux, comme dépréciation des intellectuel.les. Mais elle émerge aussi dans les pratiques de ces mêmes intellectuel.les vis-à-vis d'autres savoirs non universitaires. Si, comme il s'est dit « dire *savoir* c'est dire légitimité », parce que c'est « une forme de pouvoir » et que « le savoir ne peut être moins que légitime, sinon on ne le considère pas comme un savoir », les savoirs peuvent également être plus ou moins légitimés, à certains moments et par certains acteurs. Si le savoir est pouvoir, cela rend possible aussi des contre-pouvoirs, ou des positions

différentes qui font valoir d'autres types de savoir. Nous avons aussi évoqué les savoirs systématisés : ceux-là servent ou pas, pour un groupe, avec des objectifs précis. S'est alors posée une réflexion sur les savoirs dans leur « écosystème » : qui les utilisent et pourquoi ? Les savoirs se créent dans des conditions objectives, dans des collectifs singuliers, avec des capitaux symboliques inégaux, des possibilités de faire *réseaux* ou pas, etc. À partir de cette idée, et à partir de là où nous sommes, ou en pensant la place que nous occupons comme intellectuel.les, émerge une sorte d'ambivalence d'être à la fois déqualifié.es et, dans le même temps, de déqualifier (d'autres savoirs).

Nous avons alors commencé à distinguer « formation intellectuelle », « tâches intellectuelles », « fonctions », mais nous ne nous reconnaissons pas, et nous rejetons la « classe intellectuelle ». Et là, une inquiétude apparaît : est-ce que s'émanciper de cette posture ne nous amènerait pas à disparaître ? (comme chercheur.e, comme enseignant.es...) Et ainsi, avec cette conscience, et malgré le rejet, ou peut être avec lui, nous continuons à adopter la dénomination d'intellectuel.les, mais comme un avertissement, une attention. Parce que nous sommes formé.es dans l'université, nous avons une responsabilité que nous ne pouvons ignorer en changeant de nom. Quel que soit la manière de nous présenter, de nous nommer, nous devons assumer cette responsabilité.

De la culpabilité à la responsabilité

À un moment, quelqu'un nous a demandé : est-ce que tout ça ne relèverait pas d'un sentiment de culpabilité ? La question ne nous a pas paru hors de propos. Pourtant, la culpabilité renvoie à une conscience d'avoir fait quelque chose de mal et de ressentir, pour cela, un mal être, qui ne correspond pas à cet autre genre de conscience d'occuper un endroit privilégié du savoir et de sentir qu'il faut *faire quelque chose* de cela. Cela, que nous appellerons responsabilité, renvoie directement à la question éthique. Une question peu débattue dans les études en sciences sociales : les problèmes liés à l'éthique, ou l'éthique dans nos professions et nos positions. De fait, maintenant nous nous rendons compte que le mot éthique est peu apparu dans nos séminaires en France comme dans nos activités en Uruguay. Il nous est difficile d'user de ce terme peut-être parce qu'il évoque une représentation d'un.e

intellectuel.le qui « naturellement » serait et agirait en vertu de (grands) principes comme la liberté, l'autonomie, l'égalité, etc. Nous savons que ces grands principes cachent souvent d'autres formes de domination (la lutte anti-capitaliste serait plus importante que la lutte des femmes, la lutte des femmes plus importante que l'anti-racisme, etc.). Mais en même temps, poser la question de l'éthique depuis la responsabilité (et non depuis la conviction) peut être une manière d'introduire le « savoir de l'autre dans mon savoir ». Il ne s'agit pas de convertir l'autre ni de devenir soi-même l'autre, mais de prendre les responsabilités correspondantes à la place que l'on occupe. Un premier pas serait, comme il a été dit à Montevideo, de produire un « savoir ouvert » ce qui implique déjà d'avoir « lengua chica, oreja grande »¹.

La question de « Nous et les Autres » a émergé à maintes reprises dans les conversations de la capitale uruguayenne. Ce questionnement a suivi deux mouvements. Premièrement, la distinction d'un Nous et d'un Autres. Il s'est dit par exemple que :

- Chaque « un.e » initie des dia – logue(s) avec d' « autres » depuis « son » point de vue.
- Nous sommes des autres pour « eux/elles ». Nous formons-nous en donnant forme à nos « autres » ou ce sont les autres qui nous font ?
- S'il existe un « nous » intellectuel.les, qui sont nos autres ?

Mais rapidement arrive le second moment, dialectique, entre le Nous et les autres : Nous autres inclus les autres.

Identifier un « nous » est difficile parce que nous sommes traversé par « l'autre ». Nous pouvons dire, je suis un.e « intellectuel.le » mais dans le même temps je suis femme, migrante, fils d'exilé. es, homosexuel.le, précaire... La dénomination « intellectuel.le » fonctionne en effaçant les autres parts de mon identité, et de cette façon fonctionne l'illusion d'une position scientifique indépendante de toute appartenance ou point de vue. L'altérité est toujours dans le nous. Il y a *l'Autre* et les autres, frontières et ponts, murs et portes. Comment pouvons-nous nous mettre en relation de manière à nous rapprocher, nous entendre, et si possible, converger ? Comment faire des alliances sans annuler les différences à l'aune d'une fausse universalité ? Comment faire des alliances sans feindre d'être ce que nous ne sommes pas ?

¹ Parler peu et écouter beaucoup.

Comment nous émanciper de l'idée de *l'Autre* et construire le semblable ? Comment construire avec d'autres ou nous-mêmes une communauté de pensée qui ne soit pas excluante ?

Prendre position depuis les marges

Les discussions sur les conditions de production du savoir nous ont ramenées à la question de l'espace social que nous occupons. Un espace marqué par le manque de ressources, l'incertitude de l'avenir, le fait d'être une minorité politique dans nos espaces de travail, en un mot, *la précarité*. Une de ces conditions sociales de production du savoir, c'est justement la position sociale que nous occupons comme intellectuel.les. La première question serait alors : où est-ce que je me situe ? Une des réponses données à cette question insolente fut insolente également : à la marge. Insolence de se dire à la marge en étant sur-diplômé et travaillant dans des instances de pouvoir ? Oui, mais dans ces instances, nous occupons des places subordonnées et précaires. Pourrions-nous penser ces marges à nouveaux frais ? Pourrions-nous penser les interstices² comme des lieux facilitant, et dans le même temps accueillant, pour développer de nouvelles formes de production du savoir ?

Quelque chose d'insolite c'est produit dans ce voyage. Nous nous sommes trouvées à partager du temps et des dialogues avec des personnes qui ne pâtissent pas de nos situations, au contraire. Mais elles étaient elles aussi marginalisées par rapport à un autre centre, l'Europe. Et alors nous avons trouvé des termes communs, des complicités, des bases pour un échange réel et un intérêt commun à changer les situations qui nous sont faites. Bien que différentes celles-ci relèvent d'un processus équivalent de périphérisation. Ce sont des moments fugaces qui ne peuvent servir à tirer des conclusions. Mais nous pouvons poser quelques hypothèses : les marges pourraient-elles

2 Il est difficile de nommer précisément, concrètement, les lieux, les espaces, les temps qui constituent des « interstices ». En effet, ceux-ci sont le fait d'une pratique singulière et situé. Par exemple, les situations de précarité peuvent donner lieu à des interstices mais elles s'insèrent aussi dans des relations de dominations. Nous garderons ici l'idée que nous pouvons trouver ces interstices un peu partout et que la question est avant tout celles des pratiques qui peuvent leur donner consistances et effectivités.

fonctionner comme des ponts entre positions subalternes ? Les marges pourraient-elles s'émanciper du centre, déviant leurs intérêts de celui-ci, cherchant d'autres marges ?

Peut-être que passer par là est une bonne façon de penser le rôle des intellectuel.les. C'est-à-dire de penser la situation actuelle non seulement pour ce qui lui manque de stabilité, de ressources et de perspectives, mais pour ce que nous pouvons y faire. Comme l'a dit une personne dans une discussion, « nous ne devons pas chercher à nous installer au centre, ni même dans les marges, au contraire. L'incertitude produit d'autres options et alternatives, d'autres savoirs ». Parce que nous n'avons de garanties d'aucune sorte. Si la « question sociale » était notre objet d'étude, et que nous nous situions au-dessus, maintenant nous y sommes pris : nous devons produire depuis la nécessité, dans des conditions toujours plus aliénantes. Et nous ne pouvons pas continuer à produire ce qui est politiquement correct uniquement pour obtenir des financements, parce que nous avons besoin d'aller au-delà. C'est là la discussion que nous devons avoir. Nous pouvons prendre position dans cette situation, pour chercher des alliances et des complicités possibles. Tenter d'être la *part maudite* de l'institution, celle qui ne cherche pas à fonctionner et à reproduire, mais qui cherche à inventer depuis là où nous sommes dans le but de participer aux émancipations³. Ces thématiques ne peuvent se poser depuis une position individuelle, elles doivent intégrer une *praxis* collective, qui a beaucoup à voir avec le dialogue.

Praxis dialogique

Le fait collectif à la fois comme solution et comme problème s'est posé à nous. Comment faisons-nous collectif ? Quels sont les collectifs dans lesquels nous sommes inscrit.es et qui, à la fois, peuvent ne pas fonctionner parce que trop larges, ou parce que trop fermés ? Le collectif est quelque chose qui se produit, ou

3 Nous avons développé un point de vue similaire dans le texte, « Se situer et prendre position: la précarité » <https://sse.hypotheses.org/176>. Pour nous retrouver les mêmes préoccupations de l'autre côté de l'atlantique a été une source de joie et d'espoir. Nous ne sommes pas seules, maintenant la question est de trouver des façons d'agir pour faire advenir le potentiel de cette situation.

non, dans un temps et un espace émancipateur. Celui-ci peut être éphémère mais puissant.

Une condition pour que ces collectifs fonctionnent comme levier pour l'émancipation ce sont les pratiques dialogiques. Et, comme les collectifs, celles-ci exigent des temporalités et des espaces spécifiques. Il n'est pas possible de penser le dialogue en dehors d'une projection concrète dans ces termes-là. Et dans les cas concrets où se trouvent des personnes avec différents accès aux savoirs, s'impose la figure de l'enseignant.e. C'est-à-dire que lorsque l'on questionne l'intervention du point de vue des intellectuel.les émerge, instantanément la figure de l'enseignant.e. Cette position peut produire à la fois de l'égalité et de l'inégalité. Et encore une fois, nous devons faire avec l'ambivalence de nos positions : parfois nous sommes écrasé.es par une explication qui nous laisse sans voix et parfois nous-mêmes donnons cette explication. Nous avons souvent besoin d'aide, dans beaucoup de situations, mais cela vaut quand nous la cherchons, quand nous sommes acteur de notre ignorance. Parfois, très concrètement, nous pouvons débloquent une situation parce que nous demandons des explications. Ce peut être et c'est utile, quand l'explication nous permet d'accéder à l'intelligence dépliée sous-jacente dans le concept. Elle peut servir pour ouvrir un dialogue, confirmer une connaissance et problématiser une question. Il en va autrement lorsque nous nous faisons expliquer dans l'abstraction, déconnecté de ce que nous cherchons, demandons, désirons : « leçons sur l'évidence » qui sont si difficiles à supporter. Mais nous ne devons pas oublier que nous nous trouvons très souvent dans cette posture, par exemple quand nous sommes face à une classe. L'académie nous produit comme des êtres explicatifs, inégalitaires.

« La vérité naît dans la bouche » disait Pasolini. Le dialogue est alors l'instance centrale de la pensée. Mais comment organiser le dialogue : quels espaces ? Quel temps ? Pour quels résultats ? Des dialogues qui ne soient pas simplement communication, échanges de données. Mais bien production en commun, production du commun. Si le dialogue est rencontre qui vérifie l'égalité entre ceux et celles qui parlent, ce qui est à la base de la relation politique pour J. Rancière, alors le savoir ne cesse alors jamais d'être politique.

Égalité des savoirs et coproduction

Une des conditions basiques du dialogue c'est la capacité d'écouter, ce qui oblige à reconnaître aux participant.es une capacité égale d'analyse et d'expression. Le dialogue n'existe pas dans le vide, il a besoin de dispositif pour exister. Ces dispositifs peuvent être coercitifs (temps de paroles, tour, dynamiques, non mixités diverses) mais ils tendent toujours à être facilitateurs d'un dialogue entre égaux. Ils construisent des temporalités différentes et ils viennent subvertir le temps classique de l'université. Ils ne peuvent être simplement inclus dans les structures de productions classiques de celle-ci : communication, article, livre. Nous ne pouvons parier sur les émancipations sans penser les formes concrètes de ces dispositifs. Ce pari ne peut correspondre seulement à une attitude ou à un désir individuel, puisque nos inscriptions sociales nous amènent à reproduire des situations d'inégalités. Ainsi nous interrogeons les rôles des intellectuel.les comme des pratiques concrètes inscrites socialement, c'est-à-dire dans l'espace et le temps. Ces pratiques doivent être pensées comme telles et donner lieu à des réponses concrètes faites de méthodes de travail en commun.

Nous avons vu dans notre parcours que lorsque nous n'utilisons pas de dynamique pour structurer les échanges ceux-ci reviennent aux vieilles habitudes de l'université. Quel que soit le lieu, même le plus informel, nous pouvons toujours trouver une personne qui veuille expliquer aux autres. Ce n'est pas forcément que ce que disent ces personnes soit inintéressant, au contraire, mais la situation qui se produit peut-être asphyxiante, une véritable sensation du corps de ne pas avoir de place, de ne pas avoir d'espace.

Un savoir partagé, ou co-produit, par les un.es avec les autres (qui ne sont pas les mêmes mais sont égaux) implique une forme de symétrie. Co-produire un savoir doit s'apprendre. L'université tend à ne pas enseigner ce genre de pratiques. Mais plutôt à écrire, à produire, sur l'autre et pour d'autres, de manière individuelle.

Mais la réflexion de savoir comment co-construire un savoir émerge justement parce qu'il y a deux pôles. Et là émergent d'autres questions : une production partagée est-elle une production négociée ? comment la combiner avec la liberté « académique » ? Quels seraient les espaces de dialogue qui nous permettraient de « négocier » ? Étant entendu que tout cela repose sur l'égalité. Au final, peut-être que ces questions

relèvent de problèmes pratiques et comme disait K. Marx, un problème pratique doit se résoudre dans la pratique. Ce qui signifie que nous ne pourrons pas continuer seulement à débattre et à écrire, nous devons trouver des façons de nous mettre en situation de recherche, qui nous oblige à sortir de ce que nous avons appris et bien appris. Peut-être trouverons-nous là quelque chose qui nous permette de conclure ces réflexions. Pour l'instant, nous ne pouvons que laisser tout cela en suspens...

Les rôles des savoirs dans les émancipations

Réflexions à partir de pratiques féministes

Vendredi
4 mai 2018

Matinée 9h30 - 12h30

Introduction de la journée : retour sur les activités du groupe de travail Sciences Sociales et Émancipations à Montevideo.
Ariela Epstein, Alfonsina Faya Robles, Américo Mariani

10h30

Projection du film "Mulheres Rurais em Movimento" (Femmes rurales en mouvement).
Film participatif co-réalisé avec le MMTR-NE (Mouvement des Femmes Travailleuses Rurales du Nord-est du Brésil)
durée : 46 min, sous-titres en français
Échanges et discussions avec la co-réalisatrice Héloïse Prévost

Repas partagé avec ce que chacun.e amène

Après-midi 14h - 17h

Présentation des invitées et de la dynamique de travail collectif.

14h-45

Débats simultanés en sous-groupe

16h15

Réstitution et discussions.

Université du Mirail

Lieu à préciser selon la situation

Sciences Sociales et Émancipations
<https://sse.hypotheses.org/>

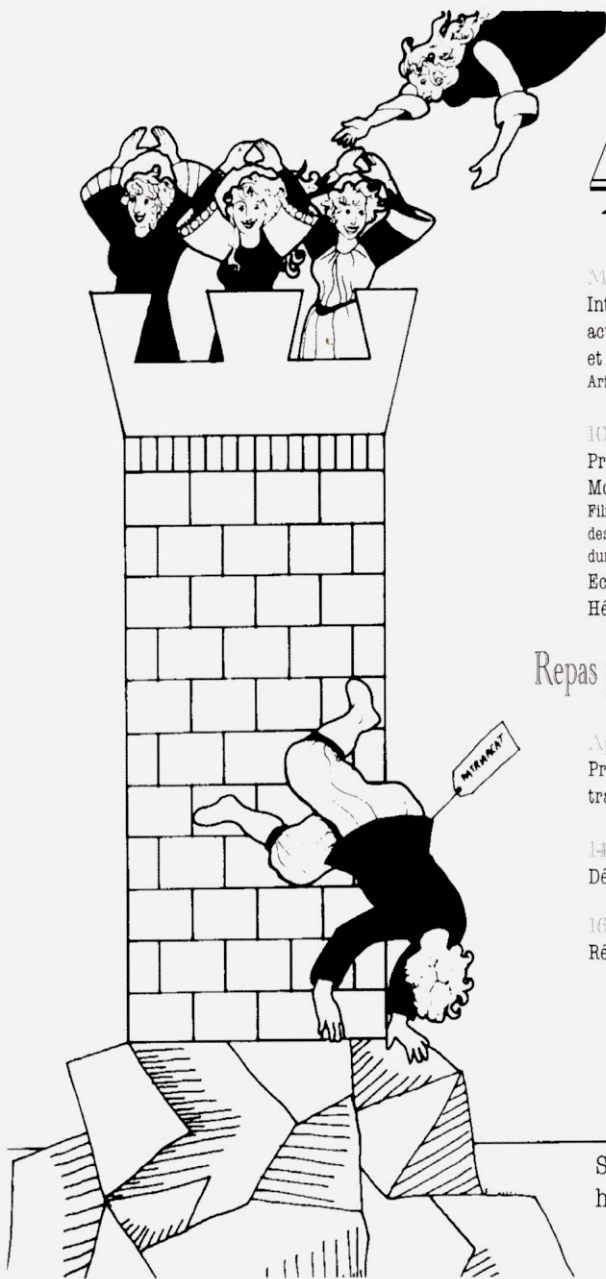


Illustration page précédente:
Affiche de la journée d'étude du 4 mai 2018
réalisée dans l'université du Mirail occupée.
On remercie les occupant.es de l'Arrrche de
nous avoir accueilli.es alors qu'il n'était
pas simple de trouver des locaux ouverts et
libres d'assemblée générale, réunions de
comités d'actions ou autres groupuscules de
«professionnel.les du désordre»...

Pratiques intellectuelles et de recherches

À propos d'une expérience de création d'un
champ de recherche à l'université de Rosario

(Argentine)

Présentation de la Dr Ma. Laura Bianciotto (UNR – CONICET/ISHIR)
au panel du XXXI Congrès de ALAS : « Emanciper ? Les sciences
sociales du *salvationisme* à l'autocritique. »

Je veux remercier les organisatrices pour l'invitation qui m'a été faite il y a déjà un an et pour laquelle, sans savoir exactement ce qui allait se passer, je me suis trouvé au défi d'écrire sur ma propre trajectoire ou champ de recherche. Je dis cela parce que nous sommes habitués à penser, discuter et écrire sur nos problématiques, mais nous le faisons plus rarement ou de manière très tangentielle sur les conditions qui nous confortent ou nous contraignent dans ses productions/réflexions. À partir de là, je me propose de montrer comment ma trajectoire de formation de chercheuse a été, depuis ses débuts, traversée par —articulée avec— des instances collectives de travail entre pairs. Concrètement, la formation d'un espace de travail et de recherche tel que le groupe d'Anthropologie juridique et politique intégrant l'École d'anthropologie de la faculté d'Humanités et d'Art de l'Université de Rosario (Argentine). Par la suite, d'autres collectifs —d'autres espaces— ont été déterminants pour en rendre possible les avancées. Ce que je souhaite développer, c'est qu'à contrecourant

des tendances les plus individualistes, « méritocratiques », le collectif —le groupe— s'est « imposé » dans mon expérience. Cela ne m'a pas pour autant prémunis contre les difficultés, les obstacles et les retours en arrière qui, souvent, nous empêchent d'approfondir des thématiques, de créer et de faire durer des liens avec d'autres espaces, de potentialiser nos formations, entre autres choses.

Pour la récupération des instances collectives

Depuis l'année 2001, et dans le cadre de la formation de troisième cycle en Anthropologie, j'ai commencé à m'intéresser à l'institution policière, en particulier aux décisions qu'expriment les personnes pour justifier de leur choix et de leur engagement. Cela prenait place dans un contexte de discours critiques vis-à-vis de l'institution, que s'appuyaient en grande partie sur des dénonciations et des expériences personnelles. À ce moment-là étaient encore présentes les demandes de justice relatives à l'assassinat de José Luis Cabezas et Walter Bullacio¹ ; les dénonciations de crimes dû à la dite « gâchette facile »² par des familles de victimes étaient en augmentation, ainsi que celles de différents organismes de défenses des droits humains pour abus, mauvais traitements et violence institutionnelle. Et, à la fin de cette année, avec les événements des 19 et 20 décembre³ et la profonde crise économique et institutionnelle qui a fait 38 morts du fait de l'action policière, tout cela pris encore plus d'importance. Sur cette toile de fond, je me suis intéressée à la formation des futurs policiers de la province de Santa Fe, projet qui a connu un certain nombre de difficultés que je ne détaillerai

1 Photojournaliste et photographe José Luiz Cabezas a été assassiné par la police le 25 janvier 1997 dans la province de Buenos Aires. Walter Bullacios jeune homme assassiné le 21 avril 1991 aux mains d'agents de la police fédérale argentine. Toutes les notes relèvent des éditrices et éditeur.

2 Traduction littérale de « gatillo facil » dénomination courante des crimes policiers en Argentine qui, à l'inverse du terme « bavure », encore trop souvent utilisé en France, met en cause la pratique policière stigmatisant un recours décomplexé à l'arme à feu.

3 Les 19 et 20 décembre 2001, des protestations massives ont éclaté dans de nombreuses villes du pays dans le cadre d'une crise sociale, économique et politique. Le président de la république démissionnera et s'en suivra une longue période de transition jusqu'à l'élection de Nestor Kirchner en 2003.

pas pour le moment.

Allant dans le même sens, pendant l'année 2002, plusieurs camarades de la formation d'Anthropologie se sont réunis autour de l'intérêt porté à des thématiques du champ pénal, du droit et de la violence. Nous avons décidé de former un groupe d'Anthropologie Juridique et Politique. Le contexte était celui de la post-crise de 2001 (fort taux de chômage, endettement, crise institutionnelle, etc.), où la montée en puissance de la problématique de l' (in)sécurité avait pris une importance sociétale, politique et médiatique significative. C'est là que nous avons commencé à connaître nos approches, échanger nos lectures et nos cadres conceptuels.

Cette première avancée dans la formation d'un espace s'intéressant aux forces de sécurité, au système pénitentiaire, aux problématiques des mineurs, etc., a trouvé son premier obstacle : en tant qu'étudiant.es, nous ne comptons aucun titulaire intéressé par ces thématiques dans le cercle institutionnel local. Cela nous a conduit à échanger avec d'autres espaces de recherche tel celui de « l'équipe d'Anthropologie Politique et Juridique » de l'Université de Buenos Aires, et particulièrement avec sa directrice, Sofia Tiscornia. Ceci nous a permis d'établir un contact avec un des espaces de recherche pionnier sur la thématique de l'institution policière et en particulier sur les cas de violence institutionnelle. Nous avons également pu dialoguer et travailler avec des enseignant.es et des chercheur.es en droits humains de la faculté de droit. C'est là que nous avons commencé nos premières lectures en philosophie du Droit et aussi en criminologie critique, qu'une partie des membres du CEIDH utilisait dans ses recherches. Nous avons aussi eu recours à l'histoire et de là nous avons eu accès à une bibliographie spécifique et aux courants actuels de l'anthropologie juridique en Europe. Tout cela nous a permis de commencer une recherche et un parcours très larges et variés, évitant ainsi les contraintes disciplinaires propres aux espaces ou équipes déjà existants. Des années plus tard, lors de ma formation doctorale, je me suis engagée dans d'autres expériences collectives et autogérées, comme celle « des pratiques de recherche anthropologique en doctorat », atelier que nous avons mené en 2009 avec d'autres camarades et enseignant.es anthropologues qui étaient dans un processus de recherche. À partir d'une série de rencontres et de l'élaboration de textes écrits, nous avons échangé des réflexions, nous avons connu (et reconnu) les difficultés et, fondamentalement, nous avons été renforcé.es dans le difficile tparcours qu'implique l'élaboration et la rédaction d'une thèse. Paula Carlino (2006) souligne

l'importance de l'organisation collective, de l'échange, de la discussion sur des brouillons, l'organisation de cercles d'écritures pour faire front aux difficultés propres aux processus de rédaction. Cette même dynamique collective s'est reproduite dans « le groupe d'étude sur la police et les forces de sécurités du IDES-UNQ », coordonné par Sabina Frederic ; groupe consacré à la discussion et à la réflexion sur des travaux de recherche, considérant cette activité comme centrale pour le développement et le renforcement d'une production de qualité et d'intérêt. Durant l'année 2014, nous avons réussi à publier un livre qui rassemble les avancées des recherches et des orientations que nous avons déployées (Sabina et al. 2014).

Dans le temps de la formation doctorale —entre les années 2006 et 2012—, mon centre d'intérêt s'est orienté vers les pratiques policières dans les commissariats et les patrouilles urbaines. C'est entrée et la possibilité de parcourir différents sites, de réaliser des entretiens avec des chefs et des agents de police, a été partagé avec un collègue lui aussi investi dans la recherche sur la police, la violence et le territoire. Faisant front dans l'intense étape d'observation —à différents horaires et zones de la ville— et d'entretien, nous avons décidé de l'aborder conjointement en préparant les questions, en prenant des notes, en faisant des descriptions et en échangeant nos impressions. Ce fût sans nul doute une expérience plus que fructueuse et très positive.

Enfin, ce résumé m'amène à la question suivante : qu'est-ce que tout cela a rendu possible ?

Sans hésitation et en premier lieu, il faut reconnaître que cette trajectoire m'a permis d'atteindre les deux instances de validation les plus importantes jusqu'ici : le mémoire de licence et la thèse de doctorat⁴. Mais principalement, je peux dire que ces collectifs ont été des espaces d'échange et de discussion qui, de manière relativement systématique, ont rendu possible la reconnaissance de points faibles dans ma recherche, renforçant ainsi l'auto-contrôle épistémologique ; ils m'ont permis aussi de renforcer et d'argumenter avec plus d'assurance ses éléments particuliers ; de toucher à d'autres dimensions qui étaient abordées dans d'autres

4 Le cursus universitaire argentin est différent du français bien qu'adoptant des dénominations similaires. Ainsi le *pre-grado* qui aboutit à la *licenciatura* se déroule en 5 ans, le *post grado* désigne à la fois la *maestría* en 2 ans et le *doctorado*. Il n'est pas rare que des personnes enseignent et intègrent des équipes de recherches à partir de la fin de la *licenciatura*.

recherches et ils m'ont donné une connaissance précise et située sur d'autres polices dans le pays comme sur d'autres forces de sécurité, des institutions et des acteurs du système pénal. De plus dans ces échanges ont émergé de nouvelles opportunités : jury de thèse, contacts avec d'autres espaces académiques et des organismes de droits humains, tables rondes, participations à des émissions de radio ou des articles de presse.

Difficultés

Dans ce parcours, il est pourtant possible d'identifier une série de limites ayant eu un impact sur ces instances collectives. Je vais préciser cela dans mon champ de référence, celui du groupe d'anthropologie juridique et politique.

Comme je le signalais précédemment, cet espace fut construit par des intérêts et des préoccupations communes, dès le parcours de formation de licence. Si nous avons eu des formations différentes et autodidactes, les initiatives telles que postuler à des financements par projets, formaliser des partenariats ou des échanges avec des équipes universitaires étrangères et même développer des activités d'extension universitaires⁵, n'ont pas pu aboutir. Fondamentalement, à cause des prérequis des crédits académiques et de la recherche auxquels, parce que nous en étions au début de notre formation, nous n'avons pas pu répondre. Je reviens ici sur l'absence d'enseignant.es formé.es dans ce champ, qui ne nous a pas permis d'avoir des lettres de soutien ni de compter sur un quelconque appui ou orientation. Ce n'est que récemment, en 2011, et sous couvert d'un parrainage, que nous avons pu obtenir notre premier projet PID⁶. Actuellement ces difficultés persistent. Si nous sommes enseignant.es à l'université, nous n'avons pas le statut pour diriger des projets qui, soit dit en passant, représentent des montants dérisoires et ne suffisent pas au développement de programmes de recherche. De la même façon, les conventions internationales avec des universités brésiliennes manquent de ressources pour établir la réciprocité avec des collègues étrangers ; ou

5 C'est-à-dire l'insertion de l'université dans la société. Née d'un mouvement de réforme de l'université partie en 1918 de l'université de Córdoba en Argentine, c'est l'idée d'étendre la présence de l'université dans la société et de la « mettre en relation intime avec le peuple ».

6 Projet financé par le CONICET (équivalent du CNRS en Argentine).

bien les budgets arrivent avec d'énormes délais. La politique de publication et l'accès à l'édition a aussi été un problème qui, encore aujourd'hui, n'est pas résolu, au-delà des publications individuelles et partielles de nos travaux.

Beaucoup de ces difficultés ont été levées grâce au programme de bourses doctorales et post-doctorales, impulsé par le CONICET entre 2005 et 2015, qui nous a permis de continuer et d'amplifier nos recherches et aussi de maintenir des espaces de réunions et d'activités. Le fait d'avoir pu compter sur l'appui de cet organisme nous a permis de nous concentrer de manière presque exclusive sur nos activités, ce qui a permis un renforcement et un approfondissement de nos objectifs de recherche et surtout de faire face aux exigences de formation et de qualification. Aujourd'hui en Argentine, les politiques de dé-financement progressent ainsi que le recul de l'ensemble des politiques publiques (politiques sociales, de santé, culturelles, éducatives). Dans le monde académique et universitaire, cela se traduit par des coupes budgétaires (CONICET, Bourses doctorales, moins de budget dans les agences, etc.), des réorganisations institutionnelles et des objectifs (plan stratégique qui propose de faire du CONICET une marque déposée, placer le/la chercheur.e comme un *entrepreneur*) mais aussi par la délégitimation des connaissances et des apports des sciences sociales et humaines. Brièvement, je signalerai deux faits qui peuvent illustrer les implications de ce processus de discrédit.

Fin 2016, dans le cadre des coupes budgétaires que le CONICET avait répercuté sous forme de baisse de salaire, un mouvement de chercheur.es et boursier.es se mobilise activement contre l'application de ces mesures. L'une de ces personnes, anthropologue spécialiste des questions de migrations, politique publique et droit, est attaquée farouchement sur les réseaux sociaux. Elle y est accusée de toucher un salaire exorbitant, la validité et la pertinence de ses travaux y est mis en doute —l'un des commentaires stipule « nous avons besoins d'ingénieurs, de biologistes, de généticiens, pas de pourvoyeurs de droits (*accessitas a derechos*) »— ; enfin, son aspect physique est également commenté déployant une série de commentaires misogynes. Heureusement, l'ensemble de la communauté scientifique et académique s'est montré solidaire avec la collègue et a condamné ces agressions.

Le deuxième exemple provient d'un article publié en juillet 2017 dans le journal *La Nación*, fruit de l'entretien avec une anthropologue et historienne argentine, formée à Oxford. Son titre est « Les sciences sociales en

Argentine mélangent l'idéologie et le plagiat ». Dans le corps de l'article, se développent des commentaires qui (dé)valorisent la production locale comme ancrée dans des « conceptualisations maladroites ou extraordinairement vagues », (classe sociale par exemple), affirment que le métier de chercheur.e n'est pas « pour tous (parce qu') il faut être bien préparé ». Si ces commentaires peuvent faire débat au sein de l'université, le choix du titre et les questions tendancieuses ne sont pas étrangères au contexte d'ajustement budgétaire et de restructuration.

Ces deux exemples montrent —et nous alertent sur— la supposée « futilité », le « manque d'à propos » et « l'illégitimité » de la production de savoirs empiriques et de la réflexion théorique sur des pratiques et des processus socio-culturels, politiques et historiques ; sur « l'insignifiance » qu'il y a à mener des recherches qui se proposent de mettre à nu les multiples formes par lesquelles le pouvoir génère et approfondit les inégalités sociales et les différentes formes de violence ; en résumé, sur « l'inutilité » de la connaissance du social.

Au-delà de la colère et de l'indignation que ces situations produisent, elles nous permettent de redire tout haut que la recherche sociale est et doit être pensée et déployée comme un moyen de critique culturelle, pour questionner les conditions dans lesquelles sont formulés les savoirs scientifiques, ainsi que les relations entre culture et pouvoir, connaissance et autorité, science et État.

Nous faisons nôtres les déclarations du « manifeste pour les sciences sociales », élaboré par les participant.es du forum « Les sciences sociales en Colombie, Amérique Latine et Caraïbes » qui s'est tenu en novembre 2017 :

Nous considérons que la circulation, la transmission, la diffusion et la démocratisation de la connaissance est fondamentale pour la transformation des sociétés [...]. Pour cela, nous affirmons la nécessité de reconnaître l'importance de continuer à nous renforcer comme communauté académique avec un rôle actif dans la production scientifique, assumée à partir d'une position réflexive, critique et auto-critique qui nous protège des dogmatismes et de nos propres préjugés ; c'est seulement de cette façon que nous pourrions nous ouvrir à la construction d'un travail académique collaboratif et interdisciplinaire.

Dans ce sens, ce qui « s'impose », c'est le renforcement des liens entre collègues, enseignant.es, chercheur.es ; la promotion des espaces de rencontre, de discussions et, fondamentalement, de diffusion de notre production.

Carlino, Paula (2006). *La escritura en la investigación*. Documento de trabajo, Universidad de San Andrés. Disponible en: <https://www.academica.org/paula.carlino/66>

Frederic Sabina; Mariana Galvani, José Garriga Zucal; Brígida Renoldi (editores) (2014). *De armas llevar. Estudios socioantropológicos sobre los quehaceres de policías y de las fuerzas de seguridad*. Ediciones EPC, Universidad Nacional de La Plata.

Sommaire

Introduction	p. 3
De l'utilité du travail intellectuel	p. 9
Carnet de voyage	p. 23
La synthèse du «Chivito»	p. 37
Pratiques intellectuelles et de recherches. A propos d'une expérience de création d'un champ de recherche à l'université de Ro- sario (Argentine).....	p. 49

Cet ouvrage a été achevé en septembre 2018, co-rédigé par Ariela Epstein, Alfonsina Faya et Américo Mariani à partir de nombreux échanges, ateliers et séminaires durant les années 2016-2017.

Composition graphique de Américo Mariani.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Sigrid Champeau pour l'illustration du logo de l'ortie.

Achévé d'imprimer en septembre 2018

Imprimerie de l'université du Mirail - Toulouse

ISBN : 978-2-9565904-0-8

Éditions l'ortie

29 rue D. Casanova

31000 Toulouse

lortie.association@gmail.com



S.34041/
VX56°91

**CARNET DE VOYAGE,
COMPTE RENDU D'ATELIERS
ET AUTRES TEXTES
MONTEVIDEO - TOULOUSE
2017 - 2018**

**GROUPE DE TRAVAIL
SCIENCES SOCIALES
ET ÉMANCIPATIONS**